

Coopération Canada-Communautés européennes

De hauts fonctionnaires du gouvernement canadien et de la Commission des Communautés européennes se sont rencontrés à Ottawa, du 27 au 29 septembre, pour discuter de questions multilatérales et bilatérales.

Les deux sous-comités du Comité mixte de coopération (CMC), créé en 1976 par l'Accord-cadre de Coopération commerciale et économique, se sont réunis. Des représentants de certains gouvernements provinciaux se sont joints à ceux du gouvernement fédéral lors de ces réunions.

La troisième réunion du sous-comité préparatoire et de coopération générale a été tenue sous la coprésidence de M. D.S. McPhail, sous-secrétaire adjoint au ministère des Affaires extérieures, et de M. J. Loeff, directeur général adjoint aux Relations extérieures de la Commission. Le sous-comité a passé en revue la coopération dans le domaine de l'environnement, de la science et technologie et du développement régional.

Un bon nombre de projets de coopération en matière de science et de technologie ont été lancés à l'occasion de la visite à Ottawa, en septembre, d'une mission dirigée par le directeur général de la Commission pour la recherche, la science et l'éducation, M. Günter Schuster, et par le chef de l'Agence d'approvisionnement d'Euratom, M. Jan Baldem Mennicken. Ce nouveau programme de coopération comporte des échanges d'information dans les domaines de l'exploration et de l'extraction des matières premières, des sources alternatives d'énergie, de la prévision scientifique et technologique, du stockage des déchets radioactifs et des mesures concernant la santé et la sécurité s'y rapportant.

Le sous-comité a convenu de la tenue (sur une base expérimentale) d'un séminaire sur les obstacles au commerce Canada/CE; ce séminaire, prévu pour le mois de novembre au Canada, aura pour thème la politique de concurrence. La tenue d'un séminaire analogue pour les hommes d'affaires de la Communauté sera décidée plus tard.

La quatrième réunion du sous-comité de coopération industrielle, coprésidée par M. A. Guérin, sous-ministre adjoint au ministère de l'Industrie et du Commerce, et par M. J. Loeff, a permis un échange de vues sur les politiques de développement

industriel du Canada et de la CE. Elle a aussi permis de voir où en est la coopération poursuivie dans le cadre des activités des groupes de travail du sous-comité sur les produits forestiers, les télécommunications et la transformation de données, l'aéronautique et l'industrie nucléaire.

Le sous-comité a adopté le mandat du nouveau groupe de travail sur les minéraux et métaux portant sur les secteurs du fer et de l'acier, de l'amiante, des métaux non ferreux et du charbon. Le sous-comité a aussi discuté du rapport récemment établi entre le Bureau de rapprochement des entreprises de la Commission et le ministère de l'Industrie et du Commerce dans le but de favoriser les coentreprises et autres projets analogues de coopération entre firmes canadiennes et européennes. Le sous-comité a procédé à un échange de vues préliminaire sur le programme de travail 1979-1980 de coopération industrielle.

Au cours de la semaine, des consultations semi-annuelles de haut niveau ont aussi eu lieu. Les discussions ont porté sur divers sujets économiques multilatéraux et bilatéraux. Des consultations se sont également poursuivies dans le cadre de l'article 19 du GATT sur les mesures restrictives d'importation du Canada dans le domaine de la chaussure.

Une compagnie montréalaise obtient un important contrat

Le ministre des Approvisionnements et Services, M. Jean-Pierre Goyer, a annoncé à la mi-septembre qu'un contrat, d'une valeur de \$19,9 millions, avait été octroyé à la Canadian Vickers Limitée de Montréal. Conclu pour le compte du ministère de la Défense nationale, ce marché porte sur la mise en cale sèche, le radoub et la modernisation de l'équipement de quatre destroyers porte-hélicoptères, les *H.M.C.S. Annapolis*, *Assiniboine*, *Saguenay* et *Margaree*.

Des fonds additionnels ont été prévus pour couvrir les coûts de main-d'oeuvre et de matériaux de tout autre travail qui pourrait s'avérer nécessaire pendant le radoub. Cela comprend la correction des défauts décelés au moment de l'ouverture de l'équipement, de la machinerie et des systèmes du navire, de même que la correction des défauts découverts

au cours de la période écoulée entre l'achèvement des devis et le début des travaux.

Le coût total du programme s'élève à environ \$26,5 millions.

Les travaux, qui s'échelonnent sur une période de 24 mois, à compter du 27 novembre 1978, devraient fournir l'équivalent de 1 300 000 heures-hommes de travail, c'est-à-dire environ 325 emplois pour la durée des travaux.

Obligations d'épargne du Canada

L'émission 1978-1979 d'obligations d'épargne du Canada est offerte depuis le 2 octobre aux investisseurs canadiens, auxquels elle rapportera en moyenne 8,90 p.c. en sept ans.

Les souscripteurs auront de nouveau le choix entre deux obligations: l'obligation à intérêt régulier dont l'intérêt est payé chaque année par chèque ou par dépôt direct, et l'obligation à intérêt composé, dont l'intérêt est cumulé et composé chaque année jusqu'à l'échéance.

Les obligations rapporteront un intérêt de 8,50 p.c. la première année et de 9 p.c. les années suivantes, jusqu'à l'échéance en 1985.

M. Chrétien a indiqué que le plafond individuel de souscription à la nouvelle émission a été porté de \$15 000 à \$30 000. En outre, une dérogation à ce plafond est prévue pour les 900 000 détenteurs des deux émissions d'obligations d'épargne du Canada qui viennent à échéance cet automne — l'émission S24 de 1969-1970 échéant le 1er novembre et l'émission spéciale de remplacement (SR) de 1968, échéant le 1er octobre.

Les pages du Parlement

Le président des Communes a présenté à la presse, le 28 septembre, quelques-uns des 36 pages qui seront au service des députés pendant la prochaine session parlementaire.

Pour la première fois, ces commissionnaires sont tous des étudiants de première année à l'université et 21 sont des femmes.

Venant de toutes les provinces et territoires du Canada, les pages reçoivent \$6 000 et fréquentent les Universités d'Ottawa ou de Carleton.

Des 36 messagers, 22 sont bilingues.